



LA GENÈVE
INTERNATIONALE
ET L'URGENCE
CLIMATIQUE

par Michel Jarraud

LA GENÈVE INTERNATIONALE ET L'URGENCE CLIMATIQUE

par Michel Jarraud,
Secrétaire général émérite de l'Organisation
météorologique mondiale (OMM)

Avertissement :

Les analyses et les conclusions de ce rapport sont basées sur une analyse de documents disponibles dans le domaine public, ainsi que d'interactions entre l'auteur du rapport et un certain nombre d'acteurs clés sur le sujet traité. Elles reflètent parfois la perception et la compréhension personnelle de l'auteur, mais n'engagent pas les organisations mentionnées. L'auteur demande par avance l'indulgence de ces organisations, au cas où des imprécisions ou des inexactitudes auraient pu s'immiscer.

Table des matières

LA GENÈVE INTERNATIONALE ET L'URGENCE CLIMATIQUE

	PRÉFACE	7
1	INTRODUCTION ET BREF RAPPEL HISTORIQUE	8
2	LA PRISE DE CONSCIENCE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	10
3	LES ENJEUX ET LES DÉFIS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : ÉTAT DES LIEUX	13
4	LE CONTEXTE GENEVOIS ET LE RÔLE DES DIFFÉRENTS ACTEURS DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	16
4.1.	Le système multilatéral intergouvernemental	17
4.2.	Les autres acteurs internationaux présents à Genève et dans la région	17
4.3.	Les initiatives et acteurs genevois	18
5	FORCES ET FAIBLESSES DE GENÈVE FACE À D'AUTRES PÔLES CONCURRENTS	20
5.1.	Atouts de Genève	20
5.2.	Points faibles	21
6	RECOMMANDATIONS	22
6.1.	Recommandations générales	22
6.2.	Recommandations spécifiques	24
6.3.	Recommandations à l'attention des autorités	25
6.4.	Autres recommandations	25
7	CONCLUSIONS	27
8	ANNEXES	29
	Annexe 1 - Personnes interviewées	29
	Annexe 2 - Analyse de l'écosystème genevois	30
	Annexe 3 - Glossaire des acronymes	43
	REMERCIEMENTS	45



PRÉFACE



L'évolution climatique est au cœur des préoccupations et le sujet s'invite désormais dans les débats politiques partout sur notre planète. Plus encore que d'autres enjeux mondiaux, elle nécessite une action concertée des Etats.

La Fondation pour Genève qui, depuis sa création il y a 46 ans, s'est donné pour mission de défendre et faire rayonner la Genève internationale, souhaite apporter ici sa contribution. Elle prend la forme de la présente étude qui décrit l'enjeu des débats climatiques ayant pour cadre notre ville et formule des propositions pour renforcer le rôle de la Genève internationale.

Haut lieu de la gouvernance mondiale, Genève accueille déjà nombre d'institutions clés, étatiques ou non gouvernementales, parmi lesquelles le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et d'autres organisations qui ont fait du développement durable une priorité.

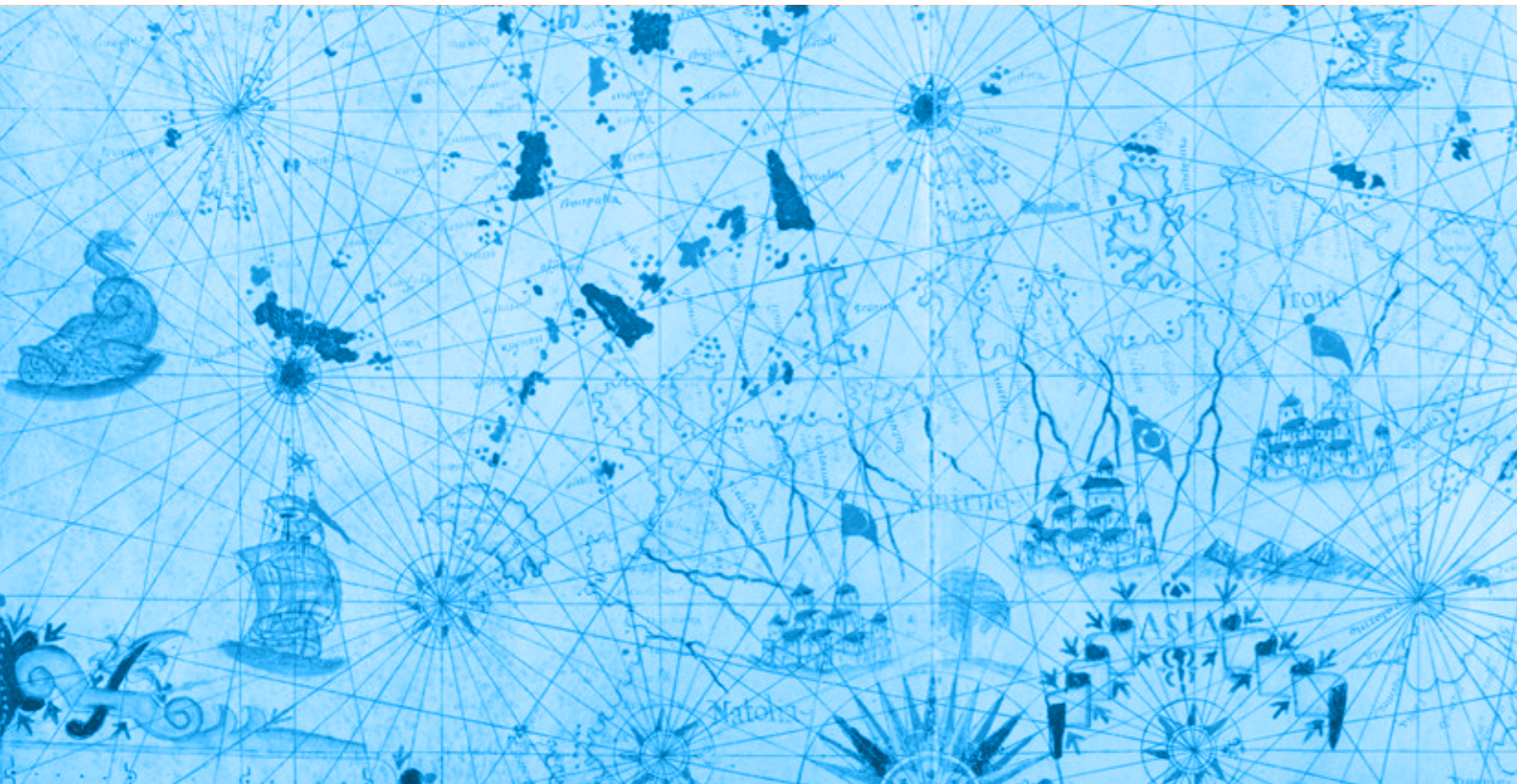
Pour élaborer cet état des lieux et formuler des propositions concrètes, nous avons fait appel à Michel Jarraud, Secrétaire général émérite de l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Il a derrière lui une intense carrière diplomatique et scientifique qui en ont fait un expert reconnu sur la question climatique. Personne n'était mieux placé que lui pour mener la mission confiée par notre Fondation, en décrivant non seulement les interactions politiques et scientifiques qui se nouent à Genève autour des questions climatiques, mais aussi en formulant des propositions qui permettront à la Suisse et Genève de jouer à l'avenir un rôle plus déterminant en favorisant l'émergence de solutions.

Depuis la fondation de la Société des Nations il y a plus d'un siècle, Genève a été le berceau des discussions essentielles à l'équilibre de la planète et au bien-être de ses habitants. Après la paix et les droits de l'homme, le travail, la santé ou la régulation du commerce, Genève doit maintenant relever le défi du débat mondial sur l'urgence climatique.

La Fondation pour Genève entend soutenir les efforts pour une meilleure gouvernance mondiale. Elle s'impliquera pour que Genève joue un rôle central dans la recherche de solutions aux changements climatiques.

Marc Pictet
Président de la
Fondation pour Genève

1 INTRODUCTION ET BREF RAPPEL HISTORIQUE



Le temps et le climat sont indissociables de l'évolution de l'humanité, depuis l'émergence d'Homo Sapiens dans son berceau africain et ses migrations successives qui l'ont conduit à être présent sur toutes les terres émergées. Les changements climatiques, souvent liés à l'émergence des grandes civilisations et parfois à leur déclin, ainsi que les phénomènes météorologiques extrêmes, ont été, pendant longtemps, imprévisibles et associés aux colères de divinités innombrables.



L'hygromètre à cheveux, invention d'Horace Bénédict de Saussure.

© Musée d'histoire des sciences, Muséum Genève

Malgré les tentatives descriptives des anciens Grecs, et en particulier les travaux d'Aristote, dont l'ouvrage «Traité des Météorologiques» est resté la référence pendant près de 2000 ans, l'anticipation des phénomènes météorologiques et plus encore des changements climatiques est demeurée longtemps hors de portée.

L'invention et le développement d'instruments scientifiques de mesures météorologiques aux XVII^e et XVIII^e siècles fut un tournant décisif : thermomètre (Santorio et Galilée), baromètre (Torricelli), sans oublier la contribution d'un illustre scientifique genevois, Horace Bénédict de Saussure (né à Conches en 1740) et inventeur de l'hygromètre à cheveux, ainsi que de l'héliothermomètre (pour mesurer la puissance du rayonnement solaire). Cela permit le développement d'une approche scientifique de la météorologie et de la climatologie, fondée sur l'observation et les lois fondamentales de la mécanique et de la physique, progressivement découvertes.

Mais cela nécessitait la collecte et l'échange d'observations standardisées entre les pays de la planète, échange rendu possible en temps quasi-réel grâce à l'invention du télégraphe, peu avant la création de la plus ancienne organisation internationale, l'Union télégraphique (ancêtre de l'Union internationale des télécommunications dont le siège est en Suisse depuis 1865, à Berne d'abord, puis à Genève depuis 1947). Tout cela déboucha sur la fondation de l'Organisation météorologique internationale (OMI) en 1873. Les activités de l'OMI se déroulaient à travers un certain nombre de commissions techniques qui reflétaient la diversité des activités et des services requis, allant de la collecte et de l'échange d'observations à la mise en place de services destinés à divers secteurs économiques, comme la marine ou l'agriculture, puis au début du XX^e siècle, l'aviation. Le climat était déjà perçu comme un domaine essentiel et une commission de climatologie vit le jour en 1929. Ses décisions visionnaires ont joué un rôle important dans la détection et l'analyse des variations et des changements climatiques depuis lors.

Néanmoins, les limites de la structure non gouvernementale de l'OMI devenaient de plus en plus significatives, et juste après la deuxième guerre mondiale, il fut décidé en 1947, de transformer l'OMI en organisation intergouvernementale. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) vit ainsi le jour en 1950. Il s'ensuivit une véritable révolution de notre capacité d'observation et de modélisation dans les domaines de la météorologie et du climat. Les systèmes traditionnels d'observation se sont renforcés et ont été complétés par de multiples constellations satellitaires. La majeure partie de ces observations sont échangées en temps réel entre tous les pays de la planète. Par ailleurs, des modèles numériques de plus en plus sophistiqués utilisant les superordinateurs les plus puissants dont on dispose, permettent de prévoir le temps et de faire des simulations climatiques de plus en plus précises. Cela a permis aux décideurs à tous les niveaux, mais aussi au grand public, de disposer d'informations de plus en plus précises et fiables, dans pratiquement tous les secteurs socio-économiques et d'alerter le monde sur la réalité et les risques des changements climatiques d'origine anthropique.

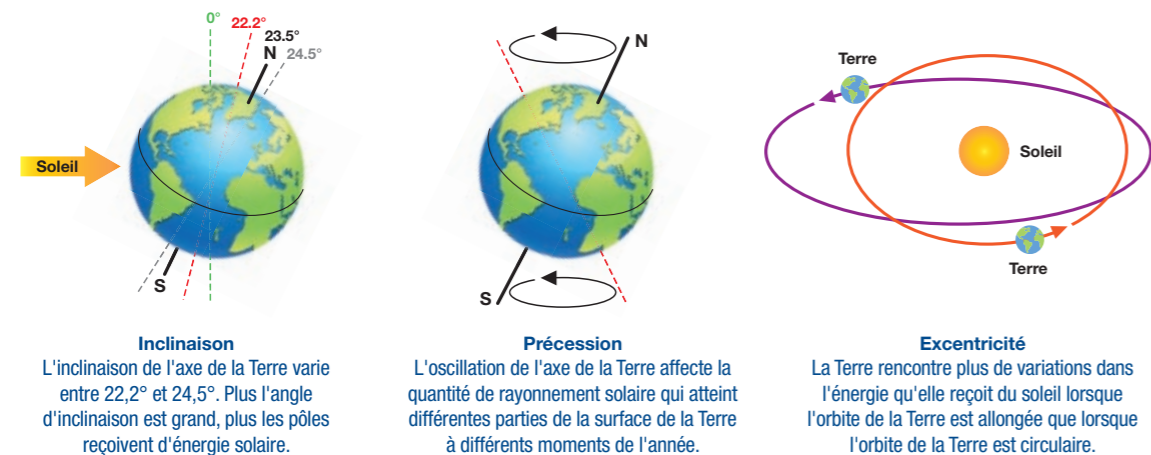


Source: Organisation météorologique mondiale (OMM)

2 LA PRISE DE CONSCIENCE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le climat peut être défini comme la moyenne des situations météorologiques dans une région donnée pendant une longue période. Les observations et les recherches climatologiques ont toujours constitué des activités essentielles de l'OMM.

Jusqu'au milieu des années 1970, il s'agissait surtout d'étudier les grands changements climatiques du passé et la variabilité récente. On savait que les mouvements tectoniques avaient eu une influence majeure sur le climat terrestre, mais sur des périodes très longues, de plusieurs millions d'années. Depuis l'émergence de l'homme moderne, les alternances de périodes glaciaires et interglaciaires avaient rythmé ses migrations et son évolution, sur des périodes de temps de quelques dizaines à des centaines de milliers d'années. Les travaux de Milutin Milankovich dans la première moitié du XX^e siècle avaient permis de les relier aux paramètres orbitaux de la Terre autour du Soleil (excentricité, obliquité, précession). D'autres facteurs pouvaient aussi jouer un rôle, mais avec une amplitude moindre et sur des périodes beaucoup plus courtes (éruptions volcaniques importantes, variabilité de l'intensité du rayonnement solaire...). À l'échelle de quelques générations, le climat était considéré comme essentiellement stationnaire, avec une variabilité importante.



D'ailleurs, au début des années 1970, en pleine guerre froide, on se préoccupait surtout de l'éventualité d'un « hiver nucléaire », c'est à dire du risque d'un refroidissement global important et durable, provoqué par un conflit nucléaire de grande ampleur entre les superpuissances de l'époque (USA et URSS).

C'est alors, en 1976, que l'OMM publia sa première déclaration sur les conséquences possibles de l'augmentation de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère. Peu après, elle organisa en 1979, à Genève, la première Conférence mondiale sur le climat, qui amena un renforcement majeur de la coopération internationale dans ce domaine. Celle-ci déboucha notamment sur le lancement en 1980 du Programme mondial pour le climat et du Programme mondial de recherche sur le climat, sous l'égide commune de l'OMM, du Conseil international des unions scientifiques (ICSU) et de l'UNESCO, en vue de faciliter l'analyse et la compréhension de la variabilité du système terrestre et de son évolution pour en tirer des applications pratiques. Peu après, la conférence de Villach (Autriche), en 1985, fut un moment charnière dans la prise de conscience du rôle du CO₂ et d'autres gaz à effets de serre. Elle déboucha en 1988 sur la création par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Groupe d'experts



intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Depuis cette date, le GIEC a produit des évaluations régulières de l'état des connaissances sur le changement climatique qui font autorité. Les rapports successifs du GIEC (1990, 1995, 2001, 2007, 2013-2014, 2021-2022) confirment tous, avec toujours plus de précision et de force, la réalité des changements climatiques et la responsabilité humaine, désormais incontestable.



Ces rapports constituent une source essentielle d'informations, qui font autorité, en soutien des négociations liées à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). En 2007, le Groupe d'experts a reçu le Prix Nobel de la paix pour sa contribution à l'amélioration de nos connaissances en matière de changements climatiques dus aux activités humaines, rendant ainsi hommage à sa contribution à la sécurité et à la paix dans le monde.

La deuxième Conférence mondiale sur le climat, organisée par l'OMM en 1990 à Genève, fut à l'origine du Système mondial d'observation du climat (SMOC), dont l'objectif est de renforcer l'observation des divers aspects du système climatique : physiques, chimiques et biologiques. Elle fut une étape décisive pour la préparation du Sommet de la Terre de Rio (1992) et des négociations qui allaient déboucher sur la création de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Toutefois, malgré les progrès considérables réalisés dans l'observation et la compréhension scientifique du système climatique, il apparut clairement que dans de nombreux pays, y compris les plus développés, la mise en œuvre pratique de ces avancées scientifiques laissait beaucoup à désirer. C'est pourquoi, en 2009, la troisième Conférence mondiale sur le climat, organisée par l'OMM, toujours à Genève, appela à la création d'un cadre mondial pour les services climatologiques, destiné à fournir à tous les secteurs socio-économiques sensibles les informations permettant de prendre des décisions pertinentes et efficaces.

Au cours des années 1980, on vit apparaître une nouvelle notion, celle du développement durable. Défini en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (appelée aussi Commission Brundtland) comme « un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs », le développement durable constitue l'un des plus grands défis de notre époque. Le processus atteignit un point culminant en septembre 2015 quand les pays adoptèrent à l'unanimité l'Agenda 2030 et les 17 Objectifs de développement durable (ODD) qui lui sont liés. Il est important de noter que tous ces objectifs sont interconnectés et qu'il est indispensable d'adopter une approche transversale pour les atteindre.



Dans ce contexte, il est essentiel de souligner que les changements climatiques anthropogéniques sont susceptibles de compromettre tous les efforts déployés en vue d'atteindre ces objectifs. Les effets de ces changements – hausse de la température, modification des régimes des précipitations, élévation du niveau des océans, augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques et hydrologiques extrêmes – auront un impact négatif majeur sur la plupart des ODD. Par exemple, les catastrophes naturelles comme les cyclones, ouragans, typhons ou les inondations peuvent anéantir en quelques heures ou quelques jours, des années d'efforts de développement. Les vagues de chaleur ou l'augmentation de la pollution peuvent entraîner une augmentation notable de la mortalité. Des sécheresses plus fréquentes et plus sévères peuvent menacer la sécurité alimentaire dans des pays déjà fortement vulnérables, entraînant la réapparition de famines. Le nombre des personnes vivant dans des régions menacées par les eaux est susceptible d'exploser, avec de graves conséquences pour la santé, l'égalité entre les sexes ou l'éducation. L'élévation du niveau des mers affectera des centaines de millions de personnes, ainsi que les infrastructures, la viabilité de nombreuses mégapoles et la santé, allant jusqu'à menacer l'existence même de petits pays insulaires. Les conséquences pour la biodiversité, auxquelles s'ajoutent celles de l'acidification, de la perte d'oxygène et du réchauffement des océans – la liste est pratiquement sans fin – sont déjà visibles et pourraient atteindre une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Ces facteurs jouent aussi un rôle aggravant face à des problèmes, comme celui des migrations, et de nombreuses études montrent que ces changements représentent une menace sérieuse pour la paix et la sécurité. Dans ses rapports récents, le World Economic Forum (WEF) considère l'incapacité à atténuer le changement climatique et à s'y adapter comme l'un des risques principaux pour l'économie mondiale. Autrement dit, il ne peut y avoir de développement réellement durable si on ne parvient pas à limiter le changement climatique et à s'adapter à ses conséquences inévitables.



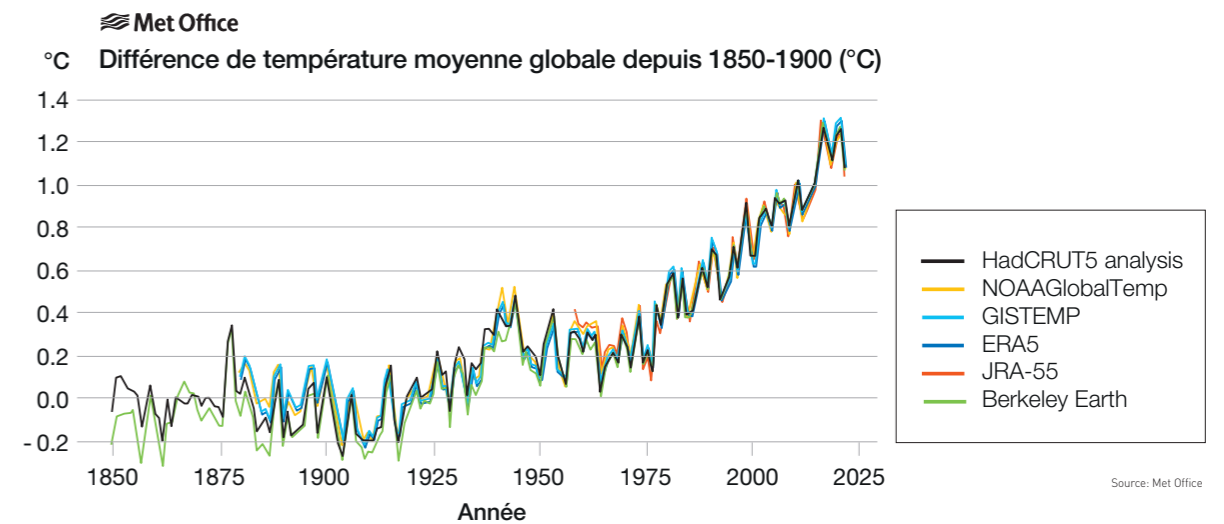
Cette prise de conscience croissante des liens complexes entre le changement climatique et les divers aspects du développement, ainsi que l'accumulation des preuves scientifiques de la responsabilité humaine et la multiplication des événements associés, ont fait qu'il n'est plus possible de plaider l'ignorance pour excuser l'inaction. Par ailleurs, il est de plus en plus évident qu'aucun pays, même parmi les plus développés, ne peut résoudre le défi à lui seul. Tout cela a contribué de manière décisive à l'accord historique de Paris, adopté à l'unanimité par la 21^e Conférence des Parties (COP 21) de la CCNUCC en décembre 2015. Depuis Paris pourtant, les progrès ont été beaucoup trop lents. Depuis 2016, on constate que les engagements ne sont pas à la hauteur des ambitions et que de trop nombreux pays ont modifié leur approche pour

adopter des priorités nationalistes à court terme dans des domaines variés, avec un affaiblissement de la solidarité sur les plans nationaux et internationaux, ainsi qu'un regain d'informations erronées voire délibérément trompeuses.

3 LES ENJEUX ET LES DÉFIS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : ÉTAT DES LIEUX

L'OMM dans son dernier rapport provisoire sur l'état du climat en 2021, préparé pour la COP 26 de Glasgow, et confirmé depuis, dresse un constat préoccupant de la situation. «Scientists are clear on the facts. Now leaders need to be just as clear in their actions. The door is open; the solutions are there. COP 26 must be a turning point. We must act now – with ambition and solidarity – to safeguard our future and save humanity.» a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, dans son message d'ouverture.

- Les sept dernières années, incluant les neuf premiers mois de 2021, ont été les plus chaudes jamais enregistrées. La température moyenne à la surface du globe est supérieure de plus de 1.1°C à celle de la période préindustrielle.



- Des vagues de chaleur exceptionnelles ont affecté plusieurs régions du globe, avec une surmortalité importante. De nombreux records absolus de température ont été observés, par exemple 49.6°C au Sud-Ouest du Canada, 48.8°C en août en Sicile et 38.0°C en juin à Verkhoyansk, la température la plus haute jamais observée au nord du Cercle Arctique.



- L'élévation du niveau de la mer s'accélère: elle est désormais de 4.4 mm/an, soit plus de deux fois la moyenne au cours du XX^e siècle. En outre, le stockage de chaleur dans les océans, ainsi que leur acidification, se sont accrus de manière significative au cours des deux dernières décennies, réduisant ainsi la capacité des océans à avoir un effet modérateur sur les changements climatiques.
- L'étendue minimum de la banquise arctique a été la deuxième plus faible depuis que l'on dispose des mesures satellitaires.

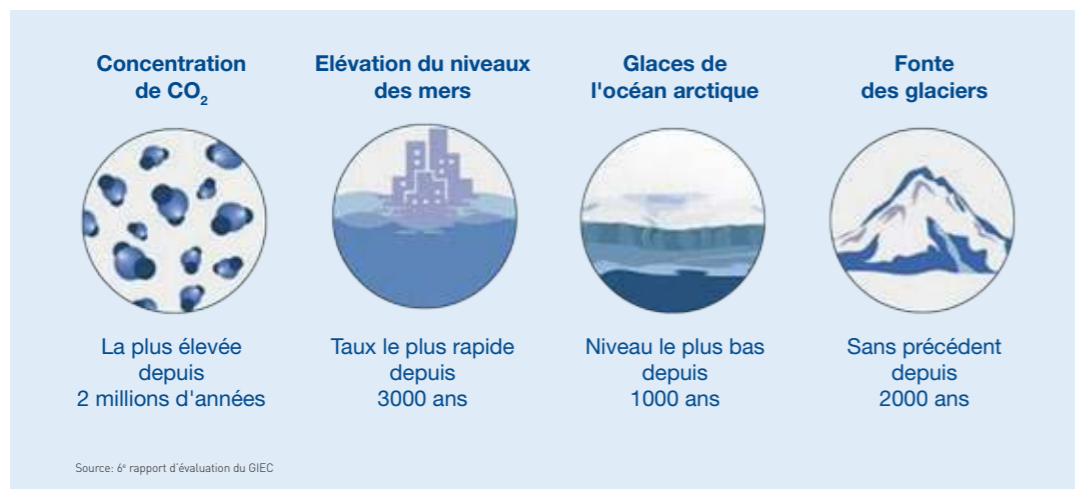
- La perte de masse de la calotte glaciaire en Antarctique s'est accélérée depuis 2005 pour atteindre près de 200 Gt par an. Au Groenland, de la pluie a été observée pour la première fois à la station météo située au sommet, en liaison avec un épisode exceptionnel de fonte.



- Des pluies et des crues exceptionnelles ont affecté de nombreuses régions, en Chine, en Europe et en Afrique.

Par ailleurs le GIEC a publié en août 2021 le premier rapport de son 6^e cycle d'évaluation, celui sur les éléments scientifiques du changement climatique. Ses conclusions sont plus fortes que jamais :

- Il n'y a plus d'équivoque sur le fait que l'humanité a réchauffé l'atmosphère, l'océan et les terres émergées.
- Les concentrations de CO₂ sont les plus fortes depuis au moins 2 millions d'années.
- Le changement climatique se généralise, s'accélère et s'intensifie ; « Nombre des changements relevés sont sans précédent depuis des milliers, voire des centaines de milliers d'années, et certains phénomènes déjà en cours – comme l'élévation continue du niveau de la mer – sont irréversibles sur des centaines ou des milliers d'années ».
- La limite de 1.5°C prévue dans l'Accord de Paris sera sans doute dépassée avant 2040 et dans le scénario correspondant à la poursuite de la trajectoire actuelle, le réchauffement serait compris entre 3,3 et 5,7°C en 2100 par rapport à la période préindustrielle.
- Il existe en particulier un haut degré de confiance quant à la hausse de la fréquence et/ou de l'intensité des vagues ou pics de chaleur et à leur attribution aux activités humaines.
- Un réchauffement de 2°C par rapport à l'époque préindustrielle multiplierait par plus de 5 la fréquence des vagues de chaleur extrême.
- Des phénomènes peu probables mais à fort impact « ne peuvent être exclus », notamment des points de bascule (*tipping points* en anglais) : c'est notamment le cas d'une fonte accélérée de la banquise antarctique et/ou d'une généralisation du dépérissement forestier (perte de la fonction de puits de carbone forestier).



En outre, depuis 2020, la pandémie liée au coronavirus (COVID-19) a affaibli la dynamique née de l'Accord de Paris. Confrontés à des crises multiples (en particulier dans les domaines de la santé, de l'économie, des migrations, de la sécurité alimentaire... et bien sûr du climat) interagissant les unes avec les autres, de nombreux gouvernements ont privilégié, en raison de l'urgence, des décisions affaiblissant parfois les actions pour lutter contre les changements climatiques. On a également observé, dans de nombreux pays une résurgence ou un renforcement des approches nationalistes, basées sur des analyses à court terme, au détriment de la solidarité internationale et d'une vision à long terme.



La COP 26, qui s'est achevée en novembre 2021 à Glasgow, aurait dû se tenir l'année précédente, mais avait pour la première fois dans l'histoire des COP, été reportée d'un an en raison de la pandémie de la COVID-19. Compte tenu de l'urgence des actions nécessaires pour limiter les changements climatiques, ce retard était déjà problématique en soi, mais le décalage entre les constats de plus en plus alarmants et indiscutables, contenus dans le dernier rapport du GIEC (voir ci-dessus) et les quelques avancées lors de la COP 26 est une source d'inquiétude majeure.

Parmi les résultats (ou non-résultats) de cette COP 26, on peut mentionner :

- le relèvement du niveau d'ambition dans les contributions nationales des Etats, déclarées à Paris en 2015 : les quelques nouveaux engagements annoncés à Glasgow ne sont pas suffisants pour se rapprocher de l'objectif de limiter le réchauffement global à 2°C, et encore moins à 1.5°C. Néanmoins, l'accord prévoit de réviser les engagements plus fréquemment que ce qui était prévu dans l'Accord de Paris, et ce dès 2022.
- L'inclusion d'une référence à « la suppression du charbon » a été rejetée au dernier moment, faute du consensus nécessaire. À la place, il y a une référence à « une réduction progressive », mais sans objectifs chiffrés.
- Il n'y a pas eu de progrès significatif sur la question délicate des « pertes et dommages », en raison principalement des implications juridiques potentielles.
- Pas de progrès non plus sur les modalités d'une tarification du carbone.

Il est intéressant de noter que lors de cette COP, les lignes de séparation entre les négociateurs, les ONG et la société civile sont devenues plus floues, ce qui reflète sans doute le rôle croissant des acteurs non-étatiques.

La prochaine COP 27, qui sera hébergée par l'Egypte à la fin de 2022, aura un agenda chargé, mais le retard pris aura des conséquences lourdes, tant au niveau des impacts physiques, qu'économiques et sociaux.

4 LE CONTEXTE GENEVOIS ET LE RÔLE DES DIFFÉRENTS ACTEURS DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les défis, comme le montre l'état des lieux brièvement esquissé précédemment, sont multiples et complexes. La gouvernance multilatérale, dont Genève est un élément incontournable, est basée sur des agences spécialisées ou des Programmes chargés de mandats spécifiques, comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'OMM, le PNUE et bien d'autres encore. Pendant des décennies, cette approche a fait ses preuves et continue de jouer un rôle essentiel. Mais les défis qui se posent au monde actuel, en particulier ceux liés au développement durable, sont de nature fondamentalement transsectorielle et requièrent de prendre en compte cet aspect de manière systématique et novatrice. En effet, les acteurs et les spécialistes des diverses disciplines impliquées n'ont souvent pas la culture de coopérer avec ceux venus d'autres disciplines. C'est clairement le cas dans le domaine des changements climatiques où, pendant beaucoup trop longtemps, a régné une absence quasi-totale de dialogue entre physiciens et économistes. Les choses ont commencé à évoluer, mais il reste encore beaucoup à faire et les changements sont trop lents.

De plus, un nombre croissant d'acteurs et de preneurs de décisions clés ne sont pas suffisamment intégrés dans les approches traditionnelles, tant gouvernementales qu'intergouvernementales : société civile, secteur privé, structures infranationales – régions et villes, par exemple. Aucune organisation, aucune structure ne peut prétendre résoudre ces défis à elle seule. C'est sans aucun doute le cas dans le domaine des changements climatiques.

Le succès, dans la lutte contre les changements climatiques, exigera aussi de modifier considérablement l'approche en matière de prise de décisions : trop souvent encore, celles-ci sont fondées sur des considérations à court terme et sur l'expérience acquise. Toutefois, dans un contexte en évolution rapide comme celui des changements climatiques, la valeur prévisionnelle du passé est de plus en plus limitée, voire trompeuse. En outre, de nombreuses décisions sont prises dans une optique à court – voire à très court – terme, notamment par des responsables politiques et dans bien des secteurs industriels. Lorsqu'on se soucie de développement vraiment durable, il importe de prendre en compte des échelles temporelles plus longues, de l'ordre de plusieurs décennies, ou même de siècles.

Dans ce contexte extrêmement complexe, Genève occupe une position toute particulière sous l'angle de l'intersectorialité et de la multidisciplinarité, du fait qu'elle accueille les sièges de plusieurs organisations majeures du système des Nations Unies, ainsi qu'un certain nombre d'ONG, OIG, et de multiples entreprises multinationales. C'est là une situation unique lorsqu'il s'agit de faciliter les interactions entre ces instances scientifiques et techniques et le monde économique : Organisation mondiale du commerce (OMC), Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD), World Economic Forum (WEF), et d'autres encore. En outre, la présence de représentations de 177 pays membres des Nations Unies, permet des relations étroites avec les milieux politiques, tandis que les institutions universitaires genevoises et un certain nombre de plateformes de réflexion et de coopération intègrent depuis longtemps la dimension mondiale.

Afin de relever ces défis, et d'analyser comment Genève pourrait renforcer son rôle, il est important d'avoir un état des lieux des différents acteurs et des initiatives. Dans ce qui suit, nous n'avons pas l'ambition de décrire de manière exhaustive les activités de tous les acteurs présents dans la région (ils sont trop nombreux), mais uniquement de se focaliser sur un certain nombre d'entre eux en raison de l'importance de leurs activités présentes ou potentielles, en liaison avec les changements climatiques.

Pour faciliter la lecture de ce rapport, nous avons regroupé ces acteurs dans 3 grandes catégories : les acteurs du système multilatéral, les autres acteurs internationaux présents à Genève et dans la région, et enfin les initiatives et acteurs genevois. C'est un choix arbitraire et un nombre important d'initiatives sont de nature hybride, à cheval sur plusieurs catégories. Dans cette section, nous nous contenterons d'en dresser la liste, renvoyant le lecteur à une description plus approfondie à l'Annexe 2.

4.1. Le système multilatéral intergouvernemental

- a. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, IPCC en anglais)
- b. Organisation météorologique mondiale (OMM)
- c. Organisation mondiale de la santé (OMS)
- d. Office des Nations Unies à Genève (ONUG)
- e. Organisation internationale du travail (OIT)
- f. Organisation internationale pour les migrations (OIM)
- g. Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)
- h. Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR)
- i. Bureau régional pour l'Europe du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
- j. Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (ONU-Redd)
- k. Organisation mondiale du commerce (OMC)
- l. Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN)

Cette catégorie couvre un large spectre d'expertises :

- Organisations ou Programmes fournissant les données et analyses scientifiques de référence servant de base aux négociations ou à la prise de décision (GIEC et OMM).
- Ceux avec des mandats plus spécifiques, mais avec des connections fortes avec les enjeux du changement climatique (OMS, OIT, UNDRR, OIM, OMC, ONU-Redd).
- Ceux avec un rôle transdisciplinaire de coordination ou d'incitation (ONUG, PNUE), ou de formation et renforcement des capacités (UNITAR).

Cette catégorisation est, bien sûr, réductrice, et comme développé dans l'Annexe 2, la plupart contribuent de manière protéiforme.

Par ailleurs, il est important de mentionner que la couverture géographique des pays membres de ces organisations est quasi universelle et donc globale, le lien avec les membres étant assuré en général par les Missions diplomatiques à Genève.

4.2. Les autres acteurs internationaux présents à Genève et dans la région

a) Communauté diplomatique genevoise

On dit souvent de Genève que c'est le centre opérationnel de la diplomatie multilatérale. De fait, 177 Etats sont représentés à Genève et les sujets qui y sont abordés traitent de tous les aspects du développement durable, souvent de manière plus technique qu'à New York, entre autres grâce à la présence à Genève d'un nombre important d'organisations et d'acteurs scientifiques et techniques. C'est le cas dans le domaine des changements climatiques.

b) Le WEF et les acteurs économiques

Un nombre important d'acteurs économiques internationaux sont présents dans la région genevoise et sont de plus en plus motivés et impliqués dans la lutte contre les changements climatiques. Il n'est pas possible d'en faire une analyse exhaustive. Ce rapport se concentrera sur deux d'entre eux, dont le rôle déborde largement du cadre local ou régional :

- World Economic Forum (WEF)
Ses rapports annuels reflètent la prise de conscience accrue du monde économique, de la nécessité d'intégrer une prise en compte des risques liés aux changements climatiques.
- Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD)

c) Organisations internationales non-gouvernementales (OING)

- Union interparlementaire (UIP)
Les parlements jouent un rôle essentiel (positif ou négatif) dans la ratification des accords internationaux tels que le Protocole de Kyoto, ou plus récemment l'Accord de Paris, dans le vote des budgets et l'élaboration d'outils législatifs pour traduire les engagements en action.
- Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Il s'agit sans doute de l'incarnation la plus forte de la tradition humanitaire de Genève
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
- Association du transport aérien international (IATA)
- Association internationale pour l'échange de droits d'émissions (IETA)
- Regions of Climate Action (R20)
Au-delà des structures nationales, les villes et les régions constituent des acteurs majeurs, à la fois au niveau stratégique, mais aussi pour la mise en œuvre des actions nécessaires dans la lutte contre les changements climatiques. Les exemples sont multiples, de telles structures permettant de dépasser des blocages nationaux tant au niveau gouvernemental que parlementaire.
- Global Footprint Network

4.3. Les initiatives et acteurs genevois

La Ville et le Canton de Genève abritent de très nombreux acteurs dans le domaine du changement climatique, dont plusieurs sont soutenus par la Confédération. Il n'est pas possible de les mentionner tous. Nous avons fait le choix d'en sélectionner quelques-uns, représentatifs de ces différents secteurs.

a) La communauté académique

- Institut de hautes études internationales et du développement - The Graduate Institute (IHEID), à travers plusieurs de ses centres de recherche et ses activités de formation, attache une importance toute particulière aux questions d'interdépendance.

- Université de Genève, en particulier à travers le Geneva Science Policy Interface (GSPI), le Global Studies Institute (GSI) et désormais l'initiative 2050Aujourd'hui (voir ci-dessous).

b) Autres acteurs

- Geneva Science and Diplomacy Anticipator (GESDA)
Des avancées scientifiques et technologiques se produisent à un rythme sans précédent, mais les conséquences de ces innovations ne sont pas toujours visibles. L'anticipation est donc essentielle pour construire l'avenir en tirant pleinement parti du potentiel des nouvelles avancées.
- 2050Aujourd'hui
Plus de 60 institutions basées à Genève ont décidé de mettre en commun leur expertise et d'agir de manière concrète pour affronter le défi du changement climatique.
- Sustainable Finance Geneva (SFG)
Le rôle du secteur financier dans ce domaine est essentiel. L'objectif de SFG est d'encourager et d'orienter cette implication, à travers une approche de sensibilisation.
- Conseil pour le Climat (Canton de Genève)
Il s'agit d'un laboratoire d'idées, de créativité complémentaire des organes consultatifs existants.
- Stratégie climat de la Ville de Genève
Cette stratégie qui vient d'être adoptée (février 2022) fixe des objectifs ambitieux sur 8 axes principaux.
- Forum de politique étrangère (FORAUS)
L'un de ses objectifs, en liaison avec le Département des Affaires Etrangères de la Confédération suisse, est de soutenir la mise en réseau des divers think tanks dans la région genevoise.
- 1000 solutions (Fondation Solar Impulse)
Cette fondation veut contribuer à prouver que la lutte contre les changements climatiques constitue une opportunité économique majeure.
- L'Institut international du développement durable (IIDD - IISD)
Sa mission est de promouvoir le développement humain et la durabilité environnementale.
- Geneva 2030 Ecosystem
Il s'agit d'une initiative du SDG Lab et de l'IIDD (voir ci-dessus).
- Financial Centres for Sustainability (FC4S)
C'est un réseau de 39 centres financiers globaux, avec une capitalisation cumulée de plus de 84 000 milliards de US\$.

5 FORCES ET FAIBLESSES DE GENÈVE FACE À D'AUTRES PÔLES CONCURRENTS



Face à d'autres villes concurrentes, Genève dispose de nombreux atouts pour renforcer son rôle d'acteur majeur de la lutte contre le changement climatique, mais aussi de quelques points faibles.

5.1. Atouts de Genève

- La densité, la diversité et la complémentarité d'acteurs importants dans les domaines pertinents, qui n'ont, de loin, pas d'équivalent dans le monde.

Plus spécifiquement :

- La présence d'acteurs internationaux majeurs, dans les domaines scientifiques, environnementaux, financiers, industriels, académiques.
- Une tradition et un potentiel uniques de passerelles transdisciplinaires.
- La présence active de la presque totalité des Etats membres des Nations Unies.
- Une complémentarité entre acteurs non gouvernementaux et institutionnels.
- Un soutien historique fort des autorités locales et nationales.

- Une présence médiatique diversifiée et respectée, avec des relais internationaux forts, qui permet de renforcer l'impact des messages.
- Par ailleurs, la taille modeste de Genève, qui peut être un point faible sur certains aspects, est un atout lorsqu'il s'agit de faciliter les interactions entre des acteurs à la culture très différente. Par exemple, il est plus facile de faire dialoguer les aspects politiques et les aspects scientifiques et techniques.

5.2. Points faibles

- Certains sont bien documentés et affectent tous les domaines, en particulier le coût de la vie à Genève et dans la région.
- Les limitations et le coût du système hôtelier qui rendent difficile la tenue de très grandes réunions, telles que celles des COP de la CCUNCC, qui attirent une participation de plusieurs dizaines de milliers de personnes (de 20 à 40 000).
- Une approche de plus en plus agressive d'autres pôles potentiels, qui mettent précisément en avant la volonté de diversifier ces pôles ou d'en créer dans des régions qui en disposent peu (Afrique, Asie, Amérique du Sud...). On en a vu les effets lors d'un certain nombre de décisions récentes sur la localisation de nouvelles institutions liées aux changements climatiques.
- Genève et la Suisse ne sont pas toujours perçues, au niveau international, comme des leaders par l'exemplarité dans le domaine des actions pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

6 RECOMMANDATIONS

Suite à l'analyse ci-dessus, plusieurs recommandations sont suggérées. Certaines sont d'ordre général et d'autres sont plus spécifiques. Certaines enfin s'adressent davantage aux autorités suisses ou locales. Il s'agit d'une liste d'initiatives de nature, d'envergure et d'impact très différents, qui peuvent être perçues comme complémentaires, mais indépendantes les unes des autres.

Il n'est pas suggéré de créer de nouvelle organisation, mais plutôt de s'appuyer sur des initiatives existantes ou émergentes, en renforçant le soutien à certaines et en favorisant la flexibilité et l'innovation à travers des groupes de réflexion ciblés et avec une participation adaptative.

6.1. Recommandations générales

- **Analyses Post COP**

Après chaque Conférence des parties (COP) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ou d'autres réunions internationales majeures sur des sujets connexes, un groupe de travail ad-hoc, une sorte d'observatoire de l'action contre les changements climatiques, pourrait analyser les décisions prises, les initiatives annoncées et les défis identifiés afin de les traduire en axes de coopération et/ou de suivi à Genève. Par exemple, après la COP 26 à Glasgow (novembre 2021), on pourrait suggérer une réflexion sur les thèmes suivants :

- Santé: compte tenu de la présence à Genève et en Suisse de nombreux acteurs majeurs, au niveau global, dans les domaines de la santé, un soutien renforcé à l'initiative de l'OMS de décarboner le secteur de la santé au niveau mondial au plus tard en 2040, serait sans doute pertinent. Dix compagnies suisses se sont déjà engagées sur ce sujet.
- Prix du carbone: tirer profit de la force des secteurs économiques et financiers basés à Genève, ainsi que des organisations multilatérales pertinentes, pour contribuer à accélérer le développement d'une telle approche, en tenant compte des multiples initiatives dans ce domaine, afin de placer Genève au cœur de cette réflexion.
- Impacts socio-économiques de la transition vers une économie plus verte et plus durable. La COP 26 a adopté une déclaration sur une « transition juste », à l'initiative de l'OIT. La mise en œuvre requerra des initiatives nouvelles et des partenariats multiples pour lesquels, l'écosystème genevois peut apporter une valeur ajoutée significative, grâce à la présence d'acteurs majeurs dans ses 3 dimensions : économique, sociale et environnementale. Genève a même la vocation de devenir un pôle (« hub ») d'envergure globale.
- Comment renforcer le positionnement de Genève et de ses divers acteurs comme leaders par l'exemple, autour d'initiatives concrètes telles que celles pilotées par le SDG Lab ou 2050Aujourd'hui, en incluant de manière plus systématique les aspects sociologiques, afin d'atteindre le plus rapidement possible une réelle neutralité carbone.

Un tel groupe de travail devrait être composé d'experts reconnus, participant à titre individuel et non comme représentants de leur organisation.

A l'inverse, il serait possible lors des COP futures de promouvoir les initiatives genevoises dont la portée ou l'exemplarité peuvent être de nature plus large.

- **Renforcement des liens entre organisations intergouvernementales et non-gouvernementales à Genève**

Un certain nombre de mécanismes existent déjà dans d'autres domaines, mais ils sont notoirement insuffisants dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques. Parmi les mécanismes envisageables, on peut citer le renforcement des statuts officiels d'observateur dans un certain nombre d'organisations intergouvernementales, une participation plus systématique aux groupes de réflexion (think tanks), par exemple en s'appuyant sur des structures existantes, telles que le FORAUS, ou aux groupes d'action (Task forces), mais aussi, inversement, une implication plus forte d'experts venant des organisations intergouvernementales dans les événements organisés par ces ONG/OING.

- **Questions liées à l'éthique et à l'équité**

Ce sont des dimensions peu ou insuffisamment prises en compte dans les diverses facettes de la lutte contre les changements climatiques. Pour ce qui est de l'équité, il s'agit d'équité entre pays, entre classes sociales, mais aussi entre générations. Ces questions sont également critiques dans le cadre de la transition majeure du monde du travail: des professions vont disparaître, mais des dizaines de millions de nouveaux emplois vont être créés. Afin de minimiser les risques de rejet, de tensions, voire de conflits, ces dimensions doivent être intégrées en amont. Pour développer des propositions concrètes, une réflexion associant ONG, institutions universitaires, organisations internationales, est indispensable, sans doute sous une forme initiale de « think tank ». Compte tenu des divers contributeurs potentiels, les atouts de Genève sont particulièrement adaptés.

- **Formation et sensibilisation**

Le potentiel de Genève dans ce domaine est considérable, mais sous-utilisé: des initiatives comme celles de l'UNITAR (voir Annexe 2), ainsi que celles de nombreuses autres organisations, ont une portée potentielle globale et peuvent s'appuyer sur un socle et une pluralité d'expériences à Genève, sans équivalent dans le monde. De plus, le potentiel pour des partenariats avec le secteur privé est considérable. Un soutien renforcé à de telles initiatives permettrait sans aucun doute de positionner Genève comme un acteur majeur dans ce domaine.

- **Rôle des missions permanentes auprès des Organisations internationales**

Les missions ont bien entendu un rôle clé dans la gouvernance des organisations intergouvernementales. Il serait souhaitable que les plus motivées d'entre elles, par exemple celles partenaires de l'initiative 2050Aujourd'hui, puissent mieux coordonner leur position vis-à-vis des organisations qu'elles supervisent, afin de les encourager et de les soutenir concrètement dans leur démarche vers la neutralité carbone.

A l'image de ce qui se fait sur d'autres sujets, en particulier à New York, comme l'eau, certaines missions pourraient être les promoteurs et les acteurs d'un groupe « d'amis de la lutte contre les changements climatiques ».

- **Actions transsectorielles**

Afin d'aider à dépasser les silos et les clivages, il faut encourager l'intégration transsectorielle le plus en amont possible, et non plus comme un problème à résoudre lorsque les conséquences

négligées apparaissent, en s'appuyant sur la diversité des groupes de réflexions dans la région genevoise et en encourageant le dialogue entre ces groupes. La pandémie liée à la COVID-19 a également confirmé la nécessité d'inclure la notion de renforcement de la résilience dans ces actions.

6.2. Recommandations spécifiques

- **4^e Conférence mondiale sur le climat**

Après le succès des trois premières conférences, tenues à Genève (1979, 1990 et 2009) et qui ont toutes débouché sur des avancées concrètes majeures (voir section 2 ci-dessus), il serait sans doute opportun d'envisager la tenue d'une 4^e conférence, en 2024-2025, avec un accent sur des thématiques pas ou insuffisamment traitées jusqu'à présent, mais dont l'importance devient essentielle : elle pourrait par exemple aborder les questions liées au geoengineering, en particulier celles associées aux bases scientifiques, mais aussi à la question fondamentale de la gouvernance. Elle pourrait également aborder la question du rôle des parlements dans la transcription législative des décisions prises lors des processus diplomatiques, tels que les COP de la CCNUCC. Elle pourrait aussi mettre l'accent sur les questions de formation à tous les niveaux et à l'adresse des divers secteurs socio-économiques. Elle pourrait enfin aborder, d'un point de vue pluridisciplinaire, la thématique de la transition vers une économie plus verte.

Elle pourrait être pilotée, comme les précédentes par l'OMM, avec les partenaires traditionnels (UNESCO, PNUE, FAO, ICSU...), mais en y associant de nouveaux acteurs basés à Genève, tels que l'UIP (Union Interparlementaire), l'OIT ou le GESDA, ainsi que d'autres particulièrement impliqués, hors de Suisse. La légitimité de Genève pour organiser et héberger une telle conférence est indiscutable.

- **UN-Climat**

À l'image de ONU-Eau (UN-Water), structure interne de coordination du Système des Nations Unies (et institutions Bretton Woods) pour la coordination des actions du Système dans les domaines de l'eau, une structure similaire serait sans doute souhaitable dans le domaine du climat. Si une telle structure devait voir le jour, à l'initiative du Secrétaire Général des Nations Unies, la Suisse pourrait se positionner pour l'héberger à Genève. En raison de la densité inégalée d'acteurs du système multilatéral actifs dans ce domaine à Genève, une telle proposition serait dans une logique forte.

- **Cartooning against Climate Change**

À l'image de «Cartooning for Peace», et compte tenu de l'impact des dessins de presse en terme de communication, un prix «Cartooning against Climate Change» pourrait avoir un impact significatif, s'il est clairement associé à Genève et à la Suisse.

- **Climate Champions**

À l'image des «Gender Champions», les Nations Unies pourraient promouvoir la création d'un réseau de «Champions de la lutte contre les changements climatiques». Ce pourrait être une manière efficace de reconnaître et d'encourager la contribution d'individus, de groupes ou d'institutions.

6.3. Recommandations à l'attention des autorités

- **Genève et la Suisse, des modèles en terme d'action contre les changements climatiques**

Pour la crédibilité des initiatives qui pourraient être sélectionnées pour renforcer le rôle de Genève, il est important que Genève et la Suisse démontrent leur détermination à être des modèles en terme de lutte contre les changements climatiques. Cela doit s'insérer dans les actions nécessaires pour tenir les engagements de l'Accord de Paris.

Un soutien accru à des initiatives telles que 2050Aujourd'hui serait un message fort. Il s'agit de passer de la phase «bilan» à celle de «l'action». Pour cela, Genève peut aussi s'appuyer sur la force de son secteur académique, afin d'encourager de jeunes chercheurs à s'engager dans la voie de recherches appliquées.

Une autre piste possible serait de promouvoir et d'inciter à Genève l'affichage du CO₂ émis, juxtaposé au prix des produits et des services disponibles, tel que suggéré par 2050Aujourd'hui. Si cela se matérialisait rapidement, Genève serait la première ville de taille significative (pour l'instant) à le faire.

- **Une COP de la CCNUCC à Genève**

Cette hypothèse aurait été jusqu'à récemment peu envisageable, en raison, entre autres, de la capacité hôtelière de la région genevoise. La pandémie de la COVID-19 a modifié les données de l'équation, en montrant qu'un certain nombre de composantes des COP peuvent se tenir en mode hybride. À ce sujet, la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, en charge de l'environnement, vient d'annoncer que la Confédération examinait l'intérêt que pourrait représenter la tenue en Suisse d'une prochaine édition de la COP. Il s'agit d'un développement bienvenu.

6.4. Autres recommandations

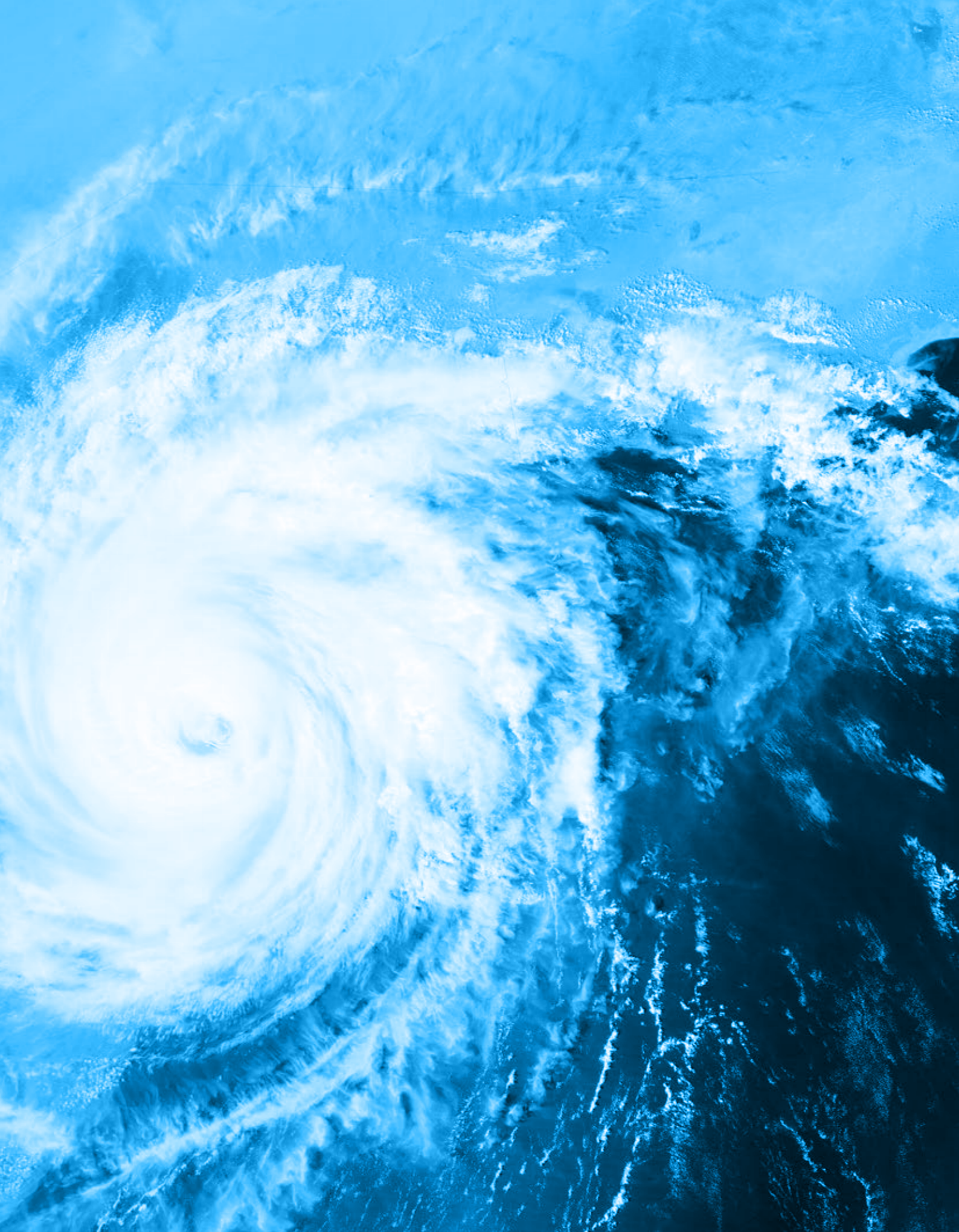
- **Sensibilisation du secteur financier**

Compte tenu de l'importance et de la diversité du secteur financier genevois, il s'agit de mieux sensibiliser l'ensemble de ses acteurs (certains le sont déjà) aux enjeux du changement climatique et à une meilleure prise en compte de tous les aspects liés à l'impact de ses activités sur la lutte contre les changements climatiques et sur un développement vraiment durable : prise en compte du coût du CO₂ (et autres gaz à effet de serre) sur l'ensemble de la chaîne économique (de la production au recyclage), prise en compte des aspects économiques à moyen et plus long terme, de l'impact sur le monde du travail, des risques et potentiels en terme d'image, entre autres, mais aussi prise en compte des impacts environnementaux, comme la perte de biodiversité.

Des initiatives existent déjà, par exemple Sustainable Finance Geneva, mais avec des moyens limités. Le succès de «Construire des ponts pour le développement durable» est plus que prometteur. De telles passerelles sont indispensables pour traduire les intentions en actions. Il s'agit d'aller plus loin, plus vite.

- **Fondations et acteurs philanthropiques**

Il s'agit d'acteurs importants dans les domaines de la préservation de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques et plusieurs sont basées dans la région genevoise. Certaines, comme la Fondation Mava, ont remis en question leurs modes de fonctionnement, pour renforcer l'efficacité de leurs actions. Il est important de les associer aux réflexions transversales et transsectorielles recommandées.



7 CONCLUSIONS

Cette étude montre l'impressionnante richesse de Genève et de sa région, ainsi que son potentiel pour être un moteur de la lutte contre les changements climatiques au niveau mondial. Les compétences de ses multiples acteurs, la diversité de son écosystème, son expérience, son prestige, sa crédibilité internationale, le poids de ses acteurs économiques, n'ont pas d'équivalent dans le monde.

Face à l'urgence climatique, le statu quo n'est plus acceptable. Genève a une occasion unique de renforcer son rôle, en démontrant son exemplarité, en soutenant et développant des initiatives qui peuvent faire une différence rapidement.

Les responsabilités sont à la fois individuelles et collectives. Il convient de favoriser un meilleur alignement entre les agendas, les initiatives et les structures. De nombreux éléments du puzzle existent. Il s'agit de les assembler. Des réseaux existent. Il s'agit de les renforcer et de les faire dialoguer entre eux.

Genève a toujours été un lieu de confrontations d'idées, de création de convergence et de consensus, dans les domaines les plus variés et les plus sensibles. La lutte contre les changements climatiques est un enjeu essentiel pour l'avenir de l'humanité. Genève a une responsabilité et des atouts spécifiques pour y contribuer.

Ce rapport a la modeste ambition de contribuer à cette réflexion. Merci à la Fondation pour Genève de l'avoir initié et soutenu.



8 ANNEXES

ANNEXE 1

Personnes interviewées

- Chungong Martin, Secrétaire général de l'UIP
- Fasel Alexandre, Ambassadeur, Représentant spécial de la Suisse pour la diplomatie scientifique
- Hofmann André, Vice-président de Roche Holding
- Isler Nadia, Directrice du SDG Lab – ONUG
- Lamy Pascal, ancien Directeur général de l'OMC
- Manaenkova Elena, Secrétaire générale adjointe de l'OMM
- Moller Michael, ancien Directeur général de l'ONU
- Mokssit Abdalah, Secrétaire exécutif du GIEC
- Neira Maria, Directrice du Département Environnement, changements climatiques et santé à l'OMS
- Pasztor Janos, Directeur exécutif de la Carnegie Climate Geoengineering Governance Initiative
- Reymond Jean-Pierre, Coordinateur global de 2050Aujourd'hui
- Ryder Guy, Directeur général de l'OIT
- Salerno Sandrine, Directrice exécutive de SFG
- Salles Marie-Laure, Directrice de l'IHEID

1. Le système multilatéral intergouvernemental

- **Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)**
Création: 1988
Secrétaire exécutif: Abdalah Mokssit



Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est le principal organisme international d'évaluation des changements climatiques. Son siège est à Genève, dans les locaux de l'OMM, depuis sa création en 1988. Il a été établi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) en vue de fournir un point de vue scientifique faisant autorité sur l'état actuel des connaissances en matière de changements climatiques et de ses impacts environnementaux et socioéconomiques potentiels. Le GIEC est un organe scientifique, mais il n'est pas chargé de conduire des travaux de recherche. Le GIEC est un organisme intergouvernemental ouvert à tous les pays membres de l'Organisation des Nations Unies et de l'OMM; il compte actuellement 195 pays membres. Il se réunit au moins une fois par an dans le cadre de sessions plénières dans lesquelles sont représentés les gouvernements et lors desquelles sont prises les grandes décisions relatives au programme de travail du Groupe d'experts et sont élus les membres et le président du Bureau.

Le GIEC rédige des rapports spécifiques à la demande des Etats membres, comme celui sur la limitation de la hausse de la température mondiale à 1,5°C. Jusqu'à tout récemment encore, le modus operandi du Groupe était unique: sur la base des contributions de milliers de scientifiques actifs dans le domaine du climat, il se livre à une évaluation par les pairs, extrêmement approfondie – qui est probablement la plus approfondie effectuée dans un tel contexte scientifique multidisciplinaire et complexe – avant que le résumé présenté aux preneurs de décisions soit finalement approuvé par les gouvernements, sans que ceux-ci aient la possibilité d'en modifier la teneur scientifique. En souscrivant aux rapports du GIEC, les gouvernements reconnaissent la légitimité de leur contenu scientifique. Les travaux de l'organisation se veulent, par conséquent, utiles pour la prise de décision, mais sans intention de dicter l'action à engager.

Les rapports successifs du GIEC ont été décisifs pour intégrer les divers aspects du changement climatique, leurs bases physiques, la vulnérabilité des multiples activités socio-économiques et leurs effets sur les systèmes écologiques, tout en analysant les effets, les coûts et les gains éventuels de différentes mesures d'atténuation. Ils ont en particulier fourni la base scientifique des négociations dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC).

Le GIEC et l'ancien Vice-président des États-Unis d'Amérique, Al Gore, ont reçu conjointement le Prix Nobel de la paix en 2007 pour leurs contributions dans le domaine des changements climatiques.

- **Organisation météorologique mondiale (OMM)**
Création: 1873 (Organisation météorologique internationale-OMI)
Secrétaire général: Petteri Taalas



L'Organisation météorologique mondiale (OMM) est une organisation intergouvernementale qui compte actuellement 193 États et territoires membres. Elle a succédé à l'Organisation météorologique internationale (OMI), qui avait vu le jour en 1873 lors du Congrès météorologique international de Vienne. Établie après la ratification de sa Convention le 23 mars 1950, elle devient, un an plus tard, une institution spécialisée des Nations Unies. Elle fait autorité pour tout ce qui concerne l'état et l'évolution de l'atmosphère terrestre, son interaction avec les terres et les océans, le temps et le climat qu'elle engendre et la répartition des ressources en eau qui en résulte. Le Secrétariat est basé à Genève.

L'OMM facilite l'échange gratuit et sans restriction, en temps réel ou quasi réel, de données, d'informations, de produits et de services propres à renforcer la sécurité des populations, le bien-être économique et la protection de l'environnement. Elle contribue à la formulation, à l'échelle nationale et internationale, de politiques adaptées dans ce domaine.

Par l'intermédiaire de ses programmes, l'OMM joue un rôle de premier plan dans les actions internationales visant à assurer la surveillance et la protection de l'environnement et du climat. En collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et les Services météorologiques et hydrologiques nationaux, elle appuie la mise en œuvre d'un certain nombre de conventions sur l'environnement et le climat et contribue activement à fournir conseils et évaluations aux gouvernements et aux décideurs à tous les niveaux sur les questions qui s'y rapportent.

Le Programme mondial de recherche sur le climat (PMRC), co-parrainé et hébergé à Genève par l'OMM, fournit la base des évaluations scientifiques du GIEC. L'OMM publie également, chaque année, un rapport sur l'état du climat mondial, ainsi qu'un bulletin sur les concentrations de gaz à effet de serre. Ces documents sont largement utilisés lors des COP.

L'OMM, à la demande du Secrétaire général des Nations Unies, coordonne aussi depuis 2021, la préparation d'un rapport («United in Science») faisant le point sur les informations scientifiques les plus récentes produites par des partenaires variés du Système des Nations Unies: OMM, Global Carbon Project (GCP), GIEC, PNUE, OMS, PMRC, entre autres.

L'OMM héberge également la structure de coordination de toutes les questions liées à l'eau dans le système multilatéral (ONU-Eau), questions dont l'importance s'est accrue de manière considérable avec les changements climatiques.

Enfin, lors de la COP 26 à Glasgow en novembre 2021, l'OMM, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont annoncé la création d'un mécanisme de financement systématique des observations (SOFF). Ce nouveau mécanisme contribuera à la réalisation de l'un des principaux objectifs de la COP 26, à savoir le soutien aux efforts d'adaptation et d'atténuation déployés par les pays en développement, en contribuant à combler les lacunes en matière de données qui affectent notre capacité à prévoir les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les inondations, les sécheresses et les vagues de chaleur, et à s'y adapter. Ce mécanisme sera basé à Genève, au siège de l'OMM.

■ Organisation mondiale de la santé (OMS)

Création: 1948

Directeur général: Tedros Adhanom Ghebreyesus

Le mandat et le rôle de l'OMS ont été décrits en détail dans le premier bulletin de la Fondation pour Genève. L'accent sera donc mis ici sur les liens entre le climat et la santé et sur les contributions multiples de l'OMS. La santé humaine a toujours été affectée de manière significative par les phénomènes météorologiques et climatiques, en particulier par les événements extrêmes, qui provoquent directement ou indirectement la mort de dizaines de milliers de personnes chaque année et affectent physiquement ou psychologiquement des millions d'autres, les populations les plus vulnérables étant les plus affectées. Les sécheresses ont un impact direct sur la sécurité alimentaire et sur l'incidence des maladies liées à la malnutrition. Les inondations et les cyclones sont souvent liés à des recrudescences de maladies infectieuses, et peuvent aussi provoquer des dégâts considérables aux hôpitaux et autres infrastructures de santé.

Les changements climatiques ont aussi déjà un impact sur des maladies telles que celles propagées par des insectes (malaria, dengue ...), mais aussi sur celles liées à la disponibilité d'eau de qualité suffisante (maladies diarrhéiques). Les vagues de chaleur et les épisodes de pollution se multiplient et deviennent de plus en plus extrêmes dans de nombreuses parties du monde. Le Nexus Climat-Santé-Eau est d'une importance capitale.

La communauté sanitaire en général et l'OMS en particulier ont donc clairement un rôle à jouer dans la protection de la santé et du bien-être des populations contre les effets du changement climatique. L'OMS contribue à la riposte globale du Système des Nations Unies face à ce problème en apportant son expertise en matière de santé à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et en collaborant avec d'autres institutions et programmes spécialisés tels que l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour renforcer les capacités et mettre en œuvre des projets.

Dans ce cadre, l'OMS et l'OMM ont développé une coopération particulièrement étroite et innovante, à travers la création d'une unité commune à Genève (une des toutes premières dans le Système des Nations Unies), et à travers des actions concrètes, telles que le croisement de leurs bases de données pour élaborer une cartographie détaillée des liens entre maladies et paramètres climatiques, ou encore la mise en œuvre de projets concrets dans les pays les plus vulnérables.

La récente COP 26 à Glasgow a hébergé, pour la première fois, un Pavillon OMS dédié au lien Santé-Climat. L'OMS a également publié un rapport spécial « Health argument for climate action » signé par 46 millions de professionnels de la Santé. L'objectif de décarboner le secteur de la santé est d'autant plus important qu'il contribue à environ 5% des émissions globales de CO₂ et 12% aux USA.

■ Office des Nations Unies à Genève (ONUG)

Création: 1966

Directrice générale: Tatiana Valovaya

L'Office des Nations Unies à Genève est un site névralgique pour le Système des Nations Unies. Dans le cadre historique du Palais des Nations, et grâce à la représentation à Genève de quasiment tous les États, l'ONUG est un élément essentiel pour stimuler et renforcer la coopération internationale dans de multiples domaines. Avant la pandémie, plus de 12 000 réunions se tenaient au Palais des Nations chaque année, chacune d'entre elles touchant de manière différente la vie des populations du monde entier. Deux tiers des activités du Système des Nations Unies se déroulent à Genève.

De nombreuses activités de l'ONUG sont pertinentes pour ce qui est des changements climatiques:

- Tout d'abord, l'ONUG assume le leadership pour ce qui est de réduire l'empreinte carbone des activités du Système des Nations Unies à Genève. Par exemple dans le domaine des réunions par visio-conférence, des économies d'énergies, de la sensibilisation du personnel...
- De par son implication critique dans de multiples processus pluridisciplinaires, l'ONUG est un élément clé de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD). Un outil important est le SDG Lab.

Le SDG Lab est une initiative transversale pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable et l'accélération des actions pertinentes. Il s'appuie sur le vaste écosystème genevois mais aussi suisse. Il intègre la participation du système multilatéral, du secteur privé, y compris le secteur financier, du monde académique, des ONG et aussi des représentations diplomatiques. Pour cela, il encourage la formation de coopérations concrètes entre des partenaires parfois improbables. Par exemple, il a joué récemment un rôle important avec le SFG dans l'initiative « Construire des ponts pour le développement durable », dont le thème de la conférence 2021 est sur le financement durable. Il s'agit de briser les silos traditionnels qui sont souvent un obstacle majeur aux actions coopératives indispensables. Le SDG Lab encourage des approches informelles, afin de garder une souplesse maximale.

■ Organisation internationale du travail (OIT)

Création: 1919

Secrétaire général: Guy Ryder

C'est une organisation tripartite (gouvernements, employeurs et travailleurs), avec 183 pays membres, dont l'objectif est de promouvoir les droits au travail, encourager la création d'emplois décents, développer la protection sociale et renforcer le dialogue social dans le domaine du travail.

La lutte contre les changements climatiques passe par une transition majeure vers une nouvelle économie verte, décarbonée, ainsi que par le développement d'activités multiples liées à l'adaptation aux changements qui ne pourront être évités. Il y aura des pertes d'emploi significatives dans certains secteurs, mais aussi une création encore plus importante dans d'autres. L'OIT traite aussi la problématique des migrations liées aux emplois, causées par les changements climatiques.

L'OIT est au cœur de cette réflexion et a déjà engagé des actions concrètes, en particulier pour une « transition juste » qui contribue à un développement durable dans toutes ses dimensions. Lors de la COP 26 à Glasgow,

en novembre 2021, plus de 30 pays, y compris des pays gros producteurs ou utilisateurs d'énergie fossile, ont adopté la Déclaration pour une transition juste, qui reconnaît la nécessité que personne ne soit laissé pour compte dans la transition vers une économie décarbonée, et que tous aient accès à un travail décent. Il s'agit maintenant d'élargir la base de cet accord et de le traduire en actions concrètes, en tenant compte pleinement des considérations sociales.

Tous les acteurs du monde du travail devront être impliqués dans cette transition : gouvernements, employeurs, employés, sans oublier les aspects de formation. De part sa structure unique, l'OIT a un rôle critique à jouer.

■ Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Création: 1951

Directeur général: Antonio Vitorino

Les changements climatiques sont déjà un facteur déclenchant ou aggravant de migrations de grande ampleur, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, avec des répercussions sociales, économiques et politiques. Même en supposant que les objectifs de l'Accord de Paris soient atteints, de telles migrations sont appelées à se multiplier dans les décennies à venir. Il est donc essentiel de prendre en compte cette dimension.

■ Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)

Création: 1963

Directeur exécutif: Nikhil Seth

L'UNITAR répond à la demande des États membres, en particulier à l'attention des moins avancés, dans les domaines de la formation et du renforcement des capacités en matière d'environnement, de sécurité et diplomatie et de gouvernance.

Depuis quelques années, l'UNITAR a offert un nombre croissant de formations dans le domaine de l'environnement, y compris dans celui du changement climatique. Par exemple, il offre une formation en ligne gratuite (UN CC: learn), en partenariat avec 35 organisations et avec le soutien du gouvernement suisse. Ce cours vise les fonctionnaires à tous les niveaux, les responsables environnementaux du secteur privé et des organisations de la société civile, mais aussi, en général, les citoyens intéressés par le thème des changements climatiques.

L'UNITAR organise aussi des formations dans le domaine du changement climatique, ciblant spécifiquement le secteur privé (par exemple, 70 000 employés de Danone ont été formés à cette thématique et une initiative similaire se met en place avec Nestlé).

Dans le domaine de l'éducation, une formation à destination de toutes les écoles primaires du Royaume-Uni a été développée. D'autres projets sont élaborés pour d'autres pays. Mais de manière générale, seuls 17% des bénéficiaires de ces formations sont dans la catégorie des plus vulnérables. La limitation principale à une généralisation de ces initiatives est au niveau des moyens humains et financiers.

■ Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR)

Représentante spéciale du Secrétaire général: Mami Mizutori

Il s'agit du point focal pour les Nations Unies pour tout ce qui touche à la réduction des risques liés aux catastrophes. Son action est globale et son secrétariat est basé à Genève, dans le bâtiment de l'OMM. Compte tenu de l'accroissement de la fréquence et/ou de l'intensité du nombre de phénomènes extrêmes, en raison des changements climatiques, son rôle et son champ d'action sont amenés à se renforcer dans les années à venir.

■ Bureau régional pour l'Europe du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP)

Le Bureau régional pour l'Europe couvre 56 pays. Le PNUJ coparraine le GIEC avec l'OMM et a participé de manière active aux 3 Conférences mondiales sur le climat organisées à Genève. Le Bureau administre aussi le Réseau Environnement Genève (Geneva Environment Network – GEN), partenariat coopératif de plus de 100 organisations environnementales et du développement durable basées dans la région.

■ Organisation mondiale du commerce (OMC)

Directrice générale: Ngozi Okonjo-Iweala

Il s'agit du forum multilatéral où sont négociées et suivies les règles régissant le commerce international. À ce titre, la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat nécessitera une implication croissante de l'OMC en raison des contributions multiples du commerce aux émissions de gaz à effet de serre, mais aussi en liaison avec la mise en place indispensable d'un prix du carbone tout au long de la chaîne de production, d'utilisation et de recyclage.

■ Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN)

Directrice générale: Fabiola Gianotti

Même si sa mission principale n'est pas directement liée au changement climatique, le CERN joue un rôle central dans le domaine de la communication scientifique à l'adresse des décideurs, et plus généralement en terme de vulgarisation scientifique, deux sujets importants dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques.

2. Les autres acteurs internationaux présents à Genève et dans la région

a. La communauté diplomatique genevoise

Outre le rôle de maillon essentiel entre les organisations multilatérales et les pays membres, les missions diplomatiques contribuent de manière significative à plusieurs activités dépassant le cadre du bassin genevois : par exemple, à travers les activités du Club Diplomatique, ainsi qu'à travers leur participation aux initiatives liées au climat de l'Organisation de la francophonie, aux prises de position de groupes régionaux, aux interactions avec le secteur privé et bien d'autres.

b. Le WEF et les acteurs économiques

Un nombre important d'acteurs économiques internationaux sont présents dans la région genevoise et sont des acteurs de plus en plus motivés et impliqués dans la lutte contre les changements climatiques. Il n'est pas possible d'en faire une analyse exhaustive. Ce rapport se concentrera sur certains dont le rôle débord largement du cadre local ou régional :

■ Le World Economic Forum (WEF)

Ses réunions annuelles attirent les dirigeants politiques et économiques du monde entier au plus haut niveau. Chaque année, il publie un rapport (« Global Risks Report ») qui fait le point sur les risques majeurs à l'échelle globale, tels que perçus par les dirigeants politiques et économiques. Depuis plus de 5 ans, les risques liés aux événements météorologiques ou climatiques extrêmes, ainsi qu'à une prise en compte insuffisante des conséquences des changements climatiques, font partie des risques principaux, à la fois en terme de probabilité d'occurrence, mais aussi d'impact. Mais en même temps, un rapport récent de la Banque mondiale indique qu'un très grand nombre d'entreprises de toutes tailles, n'intègrent pas ces risques dans leurs stratégies.

■ Le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD)

Le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable ou « World Business Council for Sustainable Development » (WBCSD) est une coalition de plus de 200 compagnies internationales représentées au niveau des dirigeants exécutifs et partageant un engagement commun pour le développement durable, avec comme objectif d'accélérer les transformations économiques nécessaires pour un futur décarboné et plus équitable. Elles représentent un portefeuille d'activités de plus de 8500 milliards de US\$ et 19 millions d'employés à travers le monde. Elles s'appuient sur un réseau global d'environ 70 conseils nationaux. Le WBCSD a pris une part active à la récente COP 26 à Glasgow, et a contribué à infléchir la position d'un certain nombre d'acteurs du secteur privé, par exemple sur la question des engagements de ce secteur pour la réduction des émissions de gaz à effets de serre.

c. Organisations internationales non-gouvernementales (OING)

Parmi les OING impliquées de manière significative dans les questions liées aux changements climatiques, on peut citer :

■ L'Union interparlementaire (UIP) Secrétaire général: Martin Chungong

Il ne s'agit pas d'une organisation intergouvernementale, mais d'une organisation qui bénéficie de la représentation de 179 parlements nationaux et qui est un forum de dialogue et de coopération. L'UIP peut aussi s'appuyer sur des structures régionales, afin d'encourager les parlements dans une région donnée à appuyer de grandes causes transnationales.

Dans ce contexte, l'UIP vient d'adopter une nouvelle stratégie, où les changements climatiques ont une place importante. En particulier, elle encourage une meilleure intégration des engagements pris lors de la COP 26 à Glasgow, dans les législations nationales.

En liaison avec le PNUE, l'UIP aide les parlements nationaux avec des plans d'action. Le lien entre ces processus et les informations scientifiques est actuellement beaucoup trop ténu et son renforcement doit être une priorité. Par exemple, la sensibilisation des parlementaires aux enjeux liés aux réformes fiscales nécessaires, à l'adoption de mesures pour établir un prix approprié du carbone, et sur la manière de le faire.

■ Comité international de la Croix-Rouge (CICR) Président: Peter Maurer

Il s'agit de l'une des organisations internationales les plus connues dans le monde. Sa mission humanitaire couvre des domaines multiples et elle a identifié la crise climatique comme l'un des défis majeurs de l'humanité au XXI^e siècle. Son Président Peter Maurer vient de se voir décerner le Prix 2022 de la Fondation pour Genève.

■ L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

L'UICN est basée à Gland, dans le Canton de Vaud. L'UICN est probablement le plus grand réseau mondial non gouvernemental en matière d'environnement. Elle promeut des solutions basées sur la nature afin de contribuer à la mise en œuvre des accords internationaux, tels que l'Accord de Paris ou l'Agenda 2030 pour le développement durable. Elle attire à juste titre l'attention sur le fait qu'une des conséquences irréversibles des changements climatiques est une perte significative de la biodiversité, perte déjà visible et qui s'accélère. Il est important de l'associer aux initiatives « genevoises ».

■ L'Association du transport aérien international (IATA)

L'IATA est une organisation commerciale internationale de sociétés de transport aérien. Compte tenu de la contribution significative du transport aérien aux émissions de gaz à effet de serre, ainsi que du potentiel de ce secteur pour réduire ces émissions, la présence de son siège à Genève offre des perspectives d'interactions à renforcer.

■ L'Association internationale pour l'échange de droits d'émission (IETA)

L'Association internationale pour l'échange de droits d'émission est une organisation à but non lucratif créée en juin 1999 par la CNUCED et le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) et est basée à Genève. Elle vise à offrir un cadre international fonctionnel au mécanisme d'échange des unités de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) en vue de leur réduction. Plus généralement, elle participe à un certain nombre d'initiatives, liées au développement d'un marché carbone, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

■ Regions of Climate Action – R20

Afin de mieux coordonner leur action et partager leur expérience, des leaders régionaux ont créé le R20, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies. Le R20 est une coalition de partenaires dont l'objectif est de promouvoir et mettre en œuvre des projets qui visent, entre autres, à réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre.

Le R20 participe activement aux Conférences des Parties (COP) de la CCNUCC. Son secrétariat est basé à Genève, dans les locaux de la Maison de l'Environnement. Une des raisons importantes pour le choix de Genève était la densité d'organisations actives dans le domaine du changement climatique.

■ Global Footprint Network

C'est une OING à but non lucratif, dont l'objectif est de contribuer à un futur durable, compatible avec les ressources renouvelables disponibles sur notre planète, en encourageant la prise en compte des limites écologiques dans la prise de décision. Il s'appuie sur un réseau de plus de 70 partenaires dans le monde.

3. Les acteurs et initiatives genevois

a. La communauté académique

■ L'Institut de hautes études internationales et du développement The Graduate Institute (IHEID)

L'Institut de hautes études internationales et du développement est un établissement de recherche et d'enseignement supérieur spécialisé dans l'étude des affaires mondiales, en particulier de celles qui se trouvent à l'intersection des relations internationales et des questions de développement. C'est une institution cosmopolite avec plus de 100 nationalités représentées.

Une des vocations de l'Institut est de favoriser le dialogue interdisciplinaire et le développement d'un savoir rigoureux et critique, indispensable à la recherche de solutions concrètes aux défis de la planète. Il s'efforce de contribuer à briser les silos traditionnels et à tenir compte de l'exigence de progrès social.

Il s'adresse aux étudiants intéressés par une carrière internationale, que ce soit dans l'enseignement et la recherche universitaire, le secteur public ou à but non lucratif ou le secteur privé. Il s'adresse aussi aux professionnels engagés dans l'action internationale, en leur offrant des programmes de formation continue leur permettant de progresser dans leur carrière.

Plusieurs centres de recherche de l'IHEID sont pertinents dans le domaine des changements climatiques, mais l'un d'entre eux joue un rôle central : Le Centre pour les études environnementales internationales. Parmi ses axes de recherche, on peut citer la gouvernance dans les domaines de l'environnement, le changement climatique, les ressources et le développement, mais aussi de nombreux thèmes transdisciplinaires. Il s'agit aussi de sensibiliser les futurs décideurs et dirigeants à la nécessité d'intégrer la notion d'incertitude et de tenir compte de la modification majeure du contexte communication lié aux développements rapides et incontrôlés des réseaux sociaux.

■ L'Université de Genève

Geneva Science Policy Interface (GSPI)

Son objectif est de favoriser des opportunités de collaboration, plutôt que de simples transferts d'information, qui contribuent à une prise en compte plus systématique des connaissances, en particulier scientifiques, dans la prise de décision, en s'appuyant sur la richesse de l'écosystème genevois. Il encourage les interactions entre les acteurs scientifiques et les acteurs de la gouvernance globale.

Global Studies Institute

Un de ses axes d'enseignement et de recherche est la gouvernance globale, un thème particulièrement délicat sur plusieurs aspects de la lutte contre les changements climatiques.

b. Autres acteurs

■ Geneva Science and Diplomacy Anticipator (GESDA)

La Fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator (GESDA) a été créée en 2019 à Genève pour s'attaquer au problème du lien entre les grandes avancées scientifiques et technologiques, et leur utilisation optimale. C'est à la fois un «Think tank» (groupe de réflexion) et un «Do tank» (groupe d'action).

La contribution de GESDA s'appuie sur un certain nombre d'axes de recherche (4 initialement). Le GESDA a établi une première «image radar» à échéance de 5, 10 et 25 ans. Parmi ces axes, celui sur l'éco-régénération et le «geoengineering» est particulièrement pertinent dans le contexte climatique.

En effet, lorsque l'on parle des changements climatiques d'origine anthropique, la question de l'anticipation est essentielle : les décisions que nous prenons maintenant, ou plus encore celles que nous ne prenons pas, auront un impact majeur pour des décennies, voire des siècles. De telles actions doivent être prises à tous les niveaux, depuis le niveau global, jusqu'au niveau individuel. Les négociations doivent s'appuyer sur les meilleures informations scientifiques disponibles. C'est le cœur des objectifs du GESDA.

■ 2050Aujourd'hui

Devant l'urgence des actions nécessaires pour s'attaquer aux défis du changement climatique, 2050Aujourd'hui, sous l'impulsion du gouvernement fédéral suisse et avec le soutien des autorités locales, regroupe plus de 60 institutions, internationales, locales, académiques et du secteur privé, basées à Genève, qui s'engagent à atteindre l'objectif d'émissions zéro de gaz à effet de serre, d'ici à 2050.

Ses priorités initiales portent sur 5 secteurs : l'énergie, la mobilité, l'alimentation et la biodiversité, les équipements et enfin les systèmes informatiques (y compris leur recyclage).

Sa démarche passe par une mesure précise des émissions actuelles de ses partenaires, sur des objectifs annoncés et mesurables de réductions annuelles, sur une approche de transparence, avec une publication annuelle des résultats.

Afin de promouvoir cette initiative, il a été décidé de transformer 2050Aujourd'hui en Forum genevois d'action climatique, une entité indépendante, hébergée par l'Université de Genève.

■ Sustainable Finance Geneva

C'est une ONG indépendante, à but non lucratif, basée à Genève, dont l'objectif est de promouvoir une finance durable, en particulier sur le marché suisse, en s'appuyant sur des partenariats avec le secteur financier, les organisations internationales, et les décideurs. Son approche est axée sur l'impact sociétal et

environnemental des activités du secteur et plus généralement, sur la prise en compte des enjeux environnementaux dans les activités du secteur.

Dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques, le SFG reconnaît le rôle essentiel du secteur financier, comme cela a été discuté lors de la récente COP 26 à Glasgow. Son objectif est de contribuer à la sensibilisation de ce secteur, mais aussi d'établir des passerelles avec les autres acteurs, basées sur une confiance réciproque. L'organisation d'une conférence annuelle «Building Bridges», en partenariat avec plusieurs acteurs importants de la Place financière et de la Genève internationale, comme le SDG Lab, avec le soutien des autorités fédérales et locales, en est une composante importante.

■ Conseil pour le climat (Canton de Genève)

Le Conseil pour le climat a été récemment lancé par le Conseil d'Etat. Il se veut un laboratoire d'idées constitué d'acteurs clés de Genève provenant de milieux différents, complémentaire des organes consultatifs existants. C'est une entité indépendante chargée de donner des avis et d'émettre des recommandations notamment sur la mise en œuvre des mesures du Plan climat cantonal.

■ Stratégie climat de la Ville de Genève

Cette stratégie promeut une série de mesures sur des axes variés, en phase avec l'Accord de Paris, afin de diminuer les émissions genevoises de 60% en 2030 et d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Elle intègre des objectifs climatiques à l'ensemble des ses politiques publiques, en particulier dans les domaines de l'énergie et des bâtiments, de la mobilité, de la santé, de la protection environnementale, en incluant aussi le secteur financier.

■ Forum de politique étrangère (FORAUS)

Le Forum, avec son Bureau à Genève, se positionne comme une interface pour les «think tanks» dans la Genève internationale et la Suisse romande. Il contribue, entre autre, à la mise en réseaux des groupes de réflexions internationaux grâce à son initiative du Think Tank Hub. Il s'appuie sur un réseau de bénévoles, avec une participation particulièrement importante de jeunes.

■ 1000 solutions (Fondation Solar Impulse)

Bertrand Piccard à travers cette certification de la Fondation Solar Impulse à des projets industriels concrets, veut contribuer à prouver que la lutte contre les changements climatiques ne doit pas être vue uniquement sous l'angle des coûts associés, mais constitue, au contraire, une opportunité économique majeure.

■ L'Institut international du développement durable (IIDD - IISD)

La mission de l'Institut international du développement durable est de promouvoir le développement humain et la durabilité environnementale grâce à des recherches innovantes, à la communication et à des partenariats. Établi en 1990, l'IIDD est une organisation indépendante à but non-lucratif qui fournit des solutions pratiques pour relever le défi de l'intégration des priorités environnementales et sociales, y compris la lutte contre les changements climatiques, dans le développement économique.

■ Geneva 2030 Ecosystem

Il s'agit d'une initiative du SDG Lab et de l'IIDD (voir ci-dessus), soutenue par la Confédération suisse. Son objectif est de mobiliser les compétences, l'expérience, les idées et la motivation des acteurs basés à Genève en vue de contribuer au succès de l'Agenda 2030. Il met l'accent sur les aspects transdisciplinaires et la création de partenariats. Les aspects liés à la lutte contre les changements climatiques en sont une composante importante.

■ Financial Centres for Sustainability (FC4S)

C'est un réseau de 39 centres financiers globaux, de capitalisation cumulée de plus de 84 000 milliards de US\$. Le réseau a été lancé suite à une requête du G7, sur la manière dont les centres financiers pourraient contribuer à la réalisation des ODD et de l'Accord de Paris sur le climat. Soutenu par de nombreux partenaires, sa coordination est assurée par le PNUE et le PNUD. Son Secrétariat est à Genève. Son objectif est d'accélérer le développement de la finance durable à travers des échanges d'expériences, et une action concertée sur des objectifs prioritaires.

ANNEXE 3

Glossaire des acronymes

- CCNUCC – Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
- CERN – Organisation européenne pour la recherche nucléaire
- CICR – Comité international de la Croix-Rouge
- COP – Conférence des parties
- FAO – Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- FC4S – Financial Centres for Sustainability
- GESDA – Geneva Science and Diplomacy Anticipator
- GIEC – Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
- GSI – Global Studies Institute
- GSPI – Geneva Science Policy Interface
- IATA – Association du transport aérien international
- IETA – Association internationale pour l'échange des droits d'émission
- ICSU – Conseil international des unions scientifiques
- IHEID – Institut de hautes études internationales et du développement
- IIDD – Institut international du développement durable
- OMI – Organisation météorologique internationale
- OMM – Organisation météorologique mondiale
- ODD – Objectifs de développement durable
- OIM – Organisation internationale pour les migrations
- OIT – Organisation internationale du travail
- OMC – Organisation mondiale du commerce
- OMS – Organisation mondiale de la santé
- ONUG – Office des Nations Unies à Genève
- ONU-Redd – Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement
- PNUD – Programme des Nations Unies pour le développement
- PNUE – Programme des Nations Unies pour l'environnement
- SFG – Sustainable Finance Geneva
- SMOC – Système mondial d'observation du climat
- UICN – Union internationale pour la conservation de la nature
- UIP – Union interparlementaire
- UIT – Union internationale des télécommunications
- UNDRR – Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes
- UNESCO – Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- UNITAR – Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
- UTI – Union télégraphique internationale
- WBCSD – Conseil mondial des entreprises pour le développement durable
- WEF – World Economic Forum



REMERCIEMENTS

La Fondation pour Genève remercie de leur soutien les institutions, les sociétés et les mécènes qui lui permettent d'œuvrer pour l'ouverture de Genève sur le monde

Les sociétés

ACE & Company SA
Bordier & Cie
Credit Suisse Group AG
Litasco SA
Lombard Odier & Cie SA
LS Travel Retail International SA
m3 GROUPE
Microsoft
Mirabaud & Cie SA
MKS (Switzerland) SA
MSC Mediterranean Shipping Company SA
Pictet & Cie Group SCA
Pilet Renaud SA
P&G International Operations SA
Reyl & Cie SA
Richemont International SA
Rolex SA
UBS Switzerland AG

Les institutions

Association des Amis de la Fondation
pour Genève
Fédération des Entreprises Romandes Genève
Fondation Hippomène
Fondation du domaine de Villette
Services Industriels de Genève

Les mécènes

Nicolas Brunschwig, Bertrand Demole,
Claude Demole, Françoise et Guy Demole,
Pierre Keller, Brigitte Lescure, Thierry Lombard,
Yves Mirabaud, Yves Oltramare, Charles Pictet,
Ivan Pictet, Nicolas Pictet, Renaud de Planta,
Adam Saïd, Jacques de Saussure,
Guy et Pierrette Waldvogel

ainsi que les autres sociétés, fondations,
et mécènes de son Cercle des Donateurs
qui souhaitent rester anonymes

Editeur: Fondation pour Genève
Conception et mise en page: Pascal Bolle, La Fonderie
Relecture: Fondation pour Genève
Crédit photos: Fondation pour Genève, Shutterstock,
Unsplash, Keystone
Impression: Atar Roto Presse SA

Mai 2022



FONDATION
POUR GENÈVE

